



PROCES-VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2023

Date de convocation :
05/12/2023

Convocation affichée le :
08/12/2023

Nombre de Conseillers :

En exercice : 27
Présents : 22
Procuration (s) : 5
Votants : 27

PV AFFICHÉ LE

19 janvier 2024

MIS EN LIGNE LE

19 janvier 2024

L'an deux mille vingt-trois à vingt heures et trente minutes, le quinze décembre, le Conseil Municipal de la Commune de GOURIN, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Hervé LE FLOC'H, Maire.

Etaient présents : LE FLOC'H Hervé, HENRY Catherine, BOURLÈS Christophe, LE ROUX Véronique, NÉDÉLEC Rémi, JANNY Patrick, ROYANT Helen, DUFLEIT Anthony, POUPON Marie-Laure, LE FUR Françoise, LE GOFF Dominique, LE GRAND Mickaël, GOJJARD Laurine, LE COROLLER Marie-Ange, LE NAOUR Roger, LE GOFF Jeannine, BAUDET Philippe, TROALEN Anne, BOUËDEC Jean-Michel, ULLIAC Morgane, PERON Matthieu, PICARDA Styren formant la majorité des membres en exercice.

Absents : BOCQUILLON Maud, PERON Alan, COUGARD Christelle, LE GRAND Hicham, PHILIPPE Jean-Luc.

Procuration(s) : BOCQUILLON Maud à LE ROUX Véronique, PERON Alan à BOURLÈS Christophe, COUGARD Christelle à HENRY Catherine, LE GRAND Hicham à DUFLEIT Anthony, PHILIPPE Jean-Luc à ULLIAC Morgane.

Au moyen d'un vote à main levée, par 21 voix « POUR » et 6 voix « ABSTENTION », Christophe BOURLÈS a été élu secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

- 1 - Adhésion au contrat groupe d'assurance des risques statutaires du Centre De Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Morbihan pour le personnel communal - Années 2024 à 2027
- 2 - Délibération de créations de postes non permanents pour un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité (articles L.332-23-1° et L.332-23-2° du Code général des collectivités territoriales)
- 3 - Recrutement dans le cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux ou des agents de maîtrise territoriaux à temps complet (service bâtiments) suite à mutation - Effet au 15 janvier 2024

- 4 - Recrutement dans le cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux ou des agents de maîtrise territoriaux à temps complet (service restauration scolaire) suite à départ à la retraite - Effet au 1^{er} mars 2024
- 5 - Recrutement dans le cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux ou des agents de maîtrise territoriaux à temps complet (service voirie) suite à départ à la retraite – Effet au 1^{er} mars 2024
- 6 - Recrutement dans le cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux ou des agents de maîtrise territoriaux à temps complet (service espaces verts) suite à disponibilité pour convenances personnelles – Effet au 1^{er} janvier 2024
- 7 - Délibération relative à l'indemnité forfaitaire pouvant être allouée aux agents communaux en cas de fonctions essentiellement itinérantes
- 8 – Délibération de principe pour apurement des déficits de régie
- 9 - Tarifs communaux 2024
- 10 - Décision modificative budget principal n°3
- 11 - Décision modificative budget assainissement collectif n°2
- 12 - Demandes de subventions 2023
- 13 - Budget assainissement collectif – fixation de la clé de répartition pour la prise en charge du coût du logiciel métier
- 14 - Budget assainissement collectif – fixation de la clé de répartition des charges du personnel administratif entre le budget principal et le budget assainissement collectif
- 15 - Mandatement des dépenses d'investissement avant l'adoption des budgets primitifs 2024, budget principal de la commune et budget assainissement collectif
- 16 - Foyer des Jeunes Travailleurs – Plan de financement
- 17 - Annexe Maison de Santé – Plan de financement
- 18 - Convention multi-services avec la Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles - Années 2024 à 2026
- 19 - Convention définissant les missions du Service d'Appui Technique à l'Épuration et au Suivi des Eaux (SATESE) et de l'Observatoire Départemental de l'Assainissement collectif (ODA) du Morbihan – Années 2024 à 2026
- 20 - Convention de servitudes entre la Société ENEDIS et la commune de Gourin – installation d'ouvrages électriques sur la parcelle cadastrée section ZR n°27
- 21 - Communication du rapport d'activités, Roi Morvan Communauté année 2022
- 22 - Communication du rapport d'activités, Eau du Morbihan année 2022
- 23 - Communication du rapport d'activités, Morbihan Energies année 2022
- 24 - Assainissement collectif, exercice 2022 : rapport annuel du délégataire du service public
- 25 – Assainissement collectif, délégation de service public – Convention entre la Société STGS (Société de Travaux Gestion et Services) et la Société SAUR (Société d'Aménagement Urbain et Rural)

26 - Assainissement collectif, service d'appui technique à l'épuration et au suivi des eaux (SATESE), rapport annuel 2022

27 - Multi accueil de Gourin, exercice 2022 : rapport annuel du délégataire du service public

28 - Avis sur le projet de Schéma de COhérence Territoriale du Pays du Centre Ouest Bretagne (SCOT)

29 - Projet d'implantation de deux maisons « Ages et Vie », rue de Carhai

30 - Acquisition des parcelles cadastrées AV n° 587 et AV 589, route de Landzent

31 - Acquisition des parcelles cadastrées AV 341 / AV 367 / AV 402 / AV 0395 (rues du 11 novembre et du 8 mai 1945)

32 - Classement des parcelles AV 341 / AV 367 / AV 402 / AV 0395 dans le domaine public communal

33 – Avenant au bail professionnel du 30 juillet 2012 entre la commune de Gourin et le local « infirmier » de la maison de santé en raison de la modification de l'identité des preneurs (SCM TY BREIZH SANTEL)

Décision(s) du maire

ADOPTION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 13 OCTOBRE 2023

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que le procès-verbal de la réunion du conseil municipal du 13 octobre 2023 a été transmis par voie dématérialisée à l'ensemble des membres qui la composent.

Il invite l'Assemblée à se prononcer sur le procès-verbal de cette séance.

Anne TROALEN « *Nous regrettons le peu d'informations concernant le bordereau Petites Villes de Demain. On aurait aimé plus de détails* ».

Hervé LE FLOC'H « *Le bordereau présente une synthèse du projet de revitalisation du centre-bourg* ».

Le conseil municipal, après un vote à main levée, ADOPTE le procès-verbal de la séance du 13 octobre 2023 par 21 voix « POUR » et 6 voix « ABSTENTION ».

SENS DU VOTE

| NOMS | PRENOMS | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
|------------|-------------|------|--------|------------|
| LE FLOC'H | Hervé | X | | |
| HENRY | Catherine | X | | |
| BOURLÈS | Christophe | X | | |
| LE ROUX | Véronique | X | | |
| NÉDÉLEC | Rémi | X | | |
| BOCQUILLON | Maud | X | | |
| JANNY | Patrick | X | | |
| ROYANT | Helen | X | | |
| DUFLEIT | Anthony | X | | |
| POUPON | Marie-Laure | X | | |
| PERON | Alan | X | | |
| LE FUR | Françoise | X | | |
| LE GOFF | Dominique | X | | |

| | | | | |
|-------------|-------------|---|--|---|
| COUGARD | Christelle | X | | |
| LE GRAND | Mickaël | X | | |
| GOUJARD | Laurine | X | | |
| LE GRAND | Hicham | X | | |
| LE COROLLER | Marie-Ange | X | | |
| LE NAOUR | Roger | X | | |
| LE GOFF | Jeannine | X | | |
| BAUDET | Philippe | X | | |
| TROALEN | Anne | | | X |
| BOUÉDEC | Jean-Michel | | | X |
| ULLIAC | Morgane | | | X |
| PERON | Matthieu | | | X |
| PICARDA | Styren | | | X |
| PHILIPPE | Jean-Luc | | | X |

1 – ADHÉSION AU CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU MORBIHAN POUR LE PERSONNEL COMMUNAL - ANNÉES 2024 À 2027

Le Maire rappelle à l'Assemblée que, depuis 1999, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Morbihan (CDG du Morbihan) propose une mission optionnelle d'assurance des risques statutaires afférents aux personnels territoriaux.

Par délibération du 29 mars 2023, la commune de Gourin a demandé au CDG du Morbihan de souscrire pour son compte, un contrat d'assurance des risques statutaires garantissant les frais laissés à sa charge, en application de l'article 26 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et du décret n° 86-552 du 14 mars 1986.

Après mise en concurrence par procédure avec négociation, le groupement SCIACI SAINT HONORE (Courtier mandataire) et GMF Assurances/ GMF VIE (Assureur) a été retenu comme titulaire du contrat groupe permettant la couverture :

- des risques afférents aux agents affiliés à la CNRACL
- et des risques afférents aux agents affiliés à l'IRCANTEC.

Le Maire indique que les conditions de couverture et les conditions financières proposées au titre du contrat groupe sont les suivantes :

Assureur : GMF Assurances/GMF VIE

Régime du contrat : par capitalisation

Durée du contrat : 4 ans, à compter du 1er janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2027

Préavis de résiliation : adhésion résiliable chaque année pour les deux parties par lettre recommandée avec avis de réception postale, sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois pour l'assureur, et de 3 mois pour les collectivités adhérentes, avant l'échéance au 1er janvier de chaque année

Les garanties et taux annuels sont :

- **Pour les agents CNRACL** (agents titulaires et stagiaires dont le temps de travail est supérieur ou égal à 28 heures hebdomadaires ou détachés) :

| | | | | | | | | | |
|---|-------|---|--------------------------|--|--------------------------|--|--------------------------|--|--------------------------|
| | Décès | CITIS (Accident de service - Maladie imputable au service y compris temps partiel thérapeutique) Sans franchise sauf indication contraire | Franchise pour ce risque | Longue Maladie / Longue durée (y compris temps partiel thérapeutique) Sans franchise sauf indication contraire | Franchise pour ce risque | Incapacité (Maladie ordinaire, temps partiel thérapeutique, disponibilité d'office, invalidité temporaire) Avec franchise dans le seul cas de la Maladie ordinaire | Franchise pour ce risque | Maternité, Paternité et Accueil de l'enfant, Adoption Sans franchise sauf indication contraire | Franchise pour ce risque |
| Offre de base | % | % | jrs | % | jrs | % | jrs | % | jrs |
| Variante imposée ayant le caractère de prestation alternative | 0,26 | 1,58 | 30 | 1,18 | | | | | |

ET

- **Pour les agents IRCANTEC** (agents titulaires ou détachés et stagiaires dont le temps de travail est inférieur à 28 heures hebdomadaires, agents contractuels de droit public ou de droit privé) :

| | | |
|---|---|-------------------------------|
| Ensemble des garanties | Mairies, EPCI et assimilés | CCAS, EHPAD, Foyers logements |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Accident ou maladie imputable au service ; ▪ Incapacité de travail en cas de maladie ordinaire, de maladie grave, de maternité, de paternité et accueil de l'enfant, d'adoption, d'accident non professionnel. | | |
| Offre de base | Sans franchise sauf franchise de 15 jours fermes par arrêt en maladie ordinaire | 0,99 % |

La prime d'assurance due à l'assureur correspond au produit du taux des garanties proposées au titre du marché par la masse salariale assurée. Cette masse salariale comprend le traitement indiciaire brut et SFT et NBI et RIFSEEP et charges patronales).

Conditions de garanties :

Le contrat groupe a vocation à couvrir tous les risques statutaires. Les garanties sont établies en fonction des textes législatifs et réglementaires existants à la date de lancement de la consultation (14/04/2023) qui a permis la conclusion du contrat groupe.

Le CDG 56 pourra étudier avec le titulaire du contrat groupe une évolution des garanties en fonction de l'évolution réglementaire, durant le marché.

Prestations complémentaires :

Le contrat groupe comporte des prestations complémentaires, à savoir :

- la gestion des dossiers via un extranet et les formations à son utilisation ;
- le suivi et l'analyse des statistiques de sinistralité ;
- l'organisation et la prise en charge de contrôles médicaux (contre-visites médicales et expertises médicales hors détermination MPP) ;
- la mise en œuvre de recours contre tiers responsables permettant le recouvrement de sommes non couvertes par l'assurance ;
- un accompagnement assistance psychologique à destination des agents.

Le Maire) précise que les adhésions à chacune des couvertures (risques statutaires afférents aux agents affiliés à la CNRACL et risques statutaires afférents aux agents affiliés à l'IRCANTEC) sont totalement indépendantes.

Il précise en outre que les taux sont garantis pendant deux ans à couverture constante. A compter du 1er janvier 2026, ils pourront être révisés dans les conditions fixées par le marché.

Le Maire informe l'assemblée que l'unité "assurance risques statutaires" du CDG proposera, à compter du 1er janvier 2024, un service d'assistance et d'accompagnement dans le cadre du contrat groupe 2024-2027 pour :

- ✓ le suivi administratif de l'adhésion au contrat groupe, la vérification des déclarations annuelles ;
- ✓ le soutien à la constitution, à la saisie des dossiers de sinistre, à leur vérification et à leur contrôle afin de garantir une instruction et une indemnisation rapides de l'assureur ;
- ✓ la mobilisation des services d'accompagnement personnalisé proposés par le groupement assurantiel (recours contre tiers sur les risques assurés, accompagnement psycho-social, plateforme d'écoute et de conseil, l'organisation de groupes de parole pour des agents fragilisés par un événement traumatisant), en lien avec les éléments statistiques et d'information/alerte transmis par la collectivité ;
- ✓ l'analyse des indicateurs statistiques d'absentéisme permettant la mise en place d'actions de prévention.

Cette nouvelle prestation permettra à la collectivité de sécuriser ses finances, d'assurer la continuité de service en cas d'absence d'agents gestionnaires et de managers RH et d'optimiser sa politique de prévention des risques. Elle sera tarifée sur la base de 0,15 % de l'assiette de cotisation définie au contrat.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, par un vote à main levée et à l'UNANIMITÉ

DECIDE :

- ✓ de souscrire à la couverture afférente aux agents affiliés à la CNRACL aux conditions correspondant aux éléments du tableau présenté ci-dessus ;
- ✓ de souscrire à la couverture afférente aux agents affiliés à l'IRCANTEC au taux annuel de cotisation de 0,99 % ;
- ✓ de retenir les éléments de la masse salariale à assurer, listés ci-dessus ;
- ✓ d'adhérer à la prestation d'assistance et d'accompagnement du CDG Morbihan pour la gestion du contrat groupe d'Assurance Risques Statutaires 2024-2027 au taux de 0,15 % de l'assiette de cotisation assurée par la collectivité dans ce contrat ;
- ✓ d'autoriser le Maire à signer tous les documents contractuels et conventionnels afférents aux décisions précédentes et à signer les conventions en résultant et tout acte y afférent ;
- ✓ d'inscrire au budget prévisionnel 2024 les crédits nécessaires au paiement des primes annuelles d'assurance 2024 ainsi qu'au paiement de la prestation d'assistance et d'accompagnement du CDG ;

CHARGE le Maire, de résilier, si besoin, le contrat d'assurance des risques statutaires en cours.

2 - CRÉATION DE POSTES NON PERMANENTS POUR UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE OU SAISONNIER D'ACTIVITÉ (ARTICLES L.332-23-1° ET L.332-23-2° DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES)

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que chaque année, la Ville de Gourin recrute des personnels contractuels pour assurer des tâches occasionnelles de courtes durées telles que le surcroît d'activité ou le renfort des équipes durant la saison estivale.

Aux termes du Code général des collectivités territoriales et notamment des articles L.313-1, L.542-1 et suivants, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de

la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

VU le Code général de la fonction publique, notamment les articles L. 332-23-1° et L. 332-23-2°,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ?

VU le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

VU la délibération relative au régime indemnitaire n°10 du 21/12/2018

CONSIDÉRANT la nécessité de créer des emplois non permanents compte tenu d'un accroissement temporaire ou *saisonnier* d'activité pour l'année 2024 dans le service technique et administratif

En conséquence, il est autorisé le recrutement d'agents contractuels de droit public pour faire face temporairement à des besoins liés :

➤ à un accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées à l'article L. 332-23-1° du Code général de la fonction publique, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs

➤ à un accroissement saisonnier d'activité, dans les conditions fixées à l'article L. 332-23-2° du Code général de la fonction publique, pour une durée maximale de six mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de douze mois consécutifs.

Pour les services technique et administratif :

Les emplois seront classés dans la catégorie hiérarchique C

Adjoint technique Adjoint administratif

Adjoint technique 2e classe Adjoint administratif 2e classe

Adjoint technique principal 2e classe Adjoint administratif principal 2e classe

Adjoint technique 1e classe Adjoint administratif 1e classe

Adjoint technique principal 1e classe Adjoint administratif principal 1e classe

Agent de maîtrise

Agent de maîtrise principal

La rémunération sera déterminée selon l'échelon 7 maximum de rémunération de la catégorie C (échelle C3)

Pour la filière sportive :

Les emplois seront classés dans la catégorie hiérarchique C

➤ Opérateur Territorial des APS

La rémunération sera déterminée selon l'échelon 7 maximum de rémunération de la catégorie C (échelle 2)

Les emplois seront classés dans la catégorie hiérarchique B

➤ Educateur Territorial des A.P.S

La rémunération sera déterminée selon l'échelon 7 maximum de rémunération de la catégorie B

Elle prend en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Enfin le régime indemnitaire instauré par la délibération n° 10 du 21 décembre 2018 n'est pas applicable.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, par un vote à main levée et à l'UNANIMITÉ

DECIDE :

- d'adopter la proposition du Maire,
- de modifier le tableau des emplois,
- d'inscrire au budget les crédits correspondants,
- que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1er janvier 2024,

INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État.

3 – RECRUTEMENT DANS LE CADRE D'EMPLOI DES ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX OU DES AGENTS DE MAÎTRISE TERRITORIAUX À TEMPS COMPLET (SERVICE BÂTIMENTS) SUITE À MUTATION - EFFET AU 15 JANVIER 2024

Monsieur le Maire informe le conseil municipal du départ, suite à une mutation le 15 janvier 2024, de l'adjoint technique affecté à l'entretien des bâtiments.

Monsieur le Maire propose que cet emploi à temps complet soit pourvu par un fonctionnaire de catégorie C de la filière technique relevant du cadre d'emploi des adjoints techniques ou des agents de maîtrise.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourraient être exercées par un contractuel relevant de la catégorie C.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, par un vote à main levée et à l'UNANIMITÉ

DONNE un avis favorable à ces propositions.

4 – RECRUTEMENT DANS LE CADRE D'EMPLOI DES ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX OU DES AGENTS DE MAÎTRISE TERRITORIAUX À TEMPS COMPLET (SERVICE RESTAURATION SCOLAIRE) SUITE À DÉPART À LA RETRAITE - EFFET AU 1^{ER} MARS 2024

Monsieur le Maire informe le conseil municipal du départ à la retraite de l'adjoint technique affecté à la restauration scolaire.

Monsieur le Maire propose que cet emploi à temps complet soit pourvu par un fonctionnaire de catégorie C de la filière technique relevant du cadre d'emploi des adjoints techniques ou des agents de maîtrise, à compter du 1^{er} mars 2024.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourraient être exercées par un contractuel relevant de la catégorie C.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, par un vote à main levée et à l'UNANIMITÉ

DONNE un avis favorable à ces propositions.

5 – RECRUTEMENT DANS LE CADRE D'EMPLOI DES ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX OU DES AGENTS DE MAÎTRISE TERRITORIAUX À TEMPS COMPLET (SERVICE VOIRIE) SUITE À DÉPART À LA RETRAITE - EFFET AU 1^{ER} MARS 2024

Monsieur le Maire informe le conseil municipal du départ à la retraite de l'adjoint technique affecté à la voirie.

Monsieur le Maire propose que cet emploi à temps complet soit pourvu par un fonctionnaire de catégorie C de la filière technique relevant du cadre d'emploi des adjoints techniques ou des agents de maîtrise, à compter du 1^{er} mars 2024.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourraient être exercées par un contractuel relevant de la catégorie C.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, par un vote à main levée et à l'UNANIMITÉ

DONNE un avis favorable à ces propositions.

6 – RECRUTEMENT DANS LE CADRE D'EMPLOI DES ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX OU DES AGENTS DE MAÎTRISE TERRITORIAUX À TEMPS COMPLET (SERVICE ESPACES VERTS) POUR DONNER SUITE À DEMANDE DE DISPONIBILITÉ POUR CONVENANCES PERSONNELLES - EFFET AU 1^{ER} JANVIER 2024

Monsieur le Maire informe le conseil municipal du départ de l'adjoint technique affecté à l'entretien des espaces verts à la suite de sa demande de disponibilité pour convenances personnelles.

Monsieur le Maire propose que cet emploi à temps complet soit pourvu par un fonctionnaire de catégorie C de la filière technique relevant du cadre d'emploi des adjoints techniques ou des agents de maîtrise, à compter du 1^{er} janvier 2024.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourraient être exercées par un contractuel relevant de la catégorie C.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, par un vote à main levée et à l'UNANIMITÉ

DONNE un avis favorable à ces propositions.

7 – DÉLIBÉRATION RELATIVE À L'INDEMNITÉ FORFAITAIRE POUVANT ÊTRE ALLOUÉE AUX AGENTS COMMUNAUX EN CAS DE FONCTIONS ESSENTIELLEMENT ITINÉRANTES

Monsieur le Maire explique à l'assemblée que certains agents de la collectivité sont amenés à se déplacer fréquemment pour les besoins du service dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions à l'intérieur de la commune.

VU le code général de la fonction publique,

VU le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n°91-573 du 19 juin 1991, notamment l'article 14,

VU l'arrêté du 28 décembre 2020 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU l'avis favorable à l'unanimité des membres du Comité technique du centre de gestion de la FPT en date du 12 décembre 2023,

Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal peut déterminer les fonctions essentiellement itinérantes, à l'intérieur d'une commune, dotée ou non d'un réseau de transport en commun régulier, au titre desquelles peut être allouée une indemnité forfaitaire.

Les fonctions éligibles doivent être caractérisées par des déplacements fréquents voire quotidiens à l'intérieur d'une même commune, dès lors que cette fréquence rend difficile voire impossible l'utilisation des transports en commun et que l'agent ne peut pas disposer d'un véhicule de service.

Chaque agent doit être en possession d'un ordre de mission permanent.

- **Il est proposé aux membres du conseil municipal de fixer le montant annuel de l'indemnité à 230 € pour l'agent communal multi-sites affecté à : maison de santé, mairie, école**

élémentaire, Château, médiathèque, service technique, centre de secours (kilomètres et assurance véhicule pour la partie trajets professionnels pris en charge)

- **Il est proposé aux membres du conseil municipal de fixer le montant annuel de l'indemnité à 65 € pour l'agent communal multi-sites affecté à : mairie, salle communale, restaurant scolaire, garderie élémentaire, dojo, complexe sportif, centre de secours, salle communale, garderie élémentaire, médiathèque, maison de santé (kilomètres et assurance véhicule pour la partie trajets professionnels pris en charge).**

Le cas échéant, le montant de l'indemnité est modulé à proportion de la durée de présence de l'agent dans l'année au titre de laquelle elle est versée si l'agent a été recruté au cours de l'année, radié des cadres ou des effectifs au cours de l'année ou bien placé dans une position administrative autre que la position d'activité pendant une partie de l'année.

En outre, elle est versée au prorata du temps de travail de l'agent.

Chaque bénéficiaire se verra attribuer l'indemnité par voie d'arrêté. Elle est reconductible d'une année sur l'autre, sous réserve que l'agent bénéficiaire continue d'exercer les fonctions y ouvrant droit et sous réserve que le coût du contrat d'assurance relatif aux trajets professionnels n'ait pas augmenté.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, par un vote à main levée et à l'UNANIMITÉ

DECIDE

- **D'INSTAURER** l'indemnité forfaitaire en cas de fonctions itinérantes
- **DE VERSER** l'indemnité forfaitaire en fixant le montant annuel à :
 - **230 €** pour l'agent multi-sites affecté à : maison de santé, mairie, école élémentaire, Château, médiathèque, service technique, centre de secours.
 - **65 €** pour l'agent multi-sites affecté à : mairie, salle communale, restaurant scolaire, garderie élémentaire, dojo, complexe sportif, centre de secours, salle communale, garderie élémentaire, médiathèque, maison de santé.

8 – DÉLIBÉRATION DE PRINCIPE POUR APUREMENT DES DÉFICITS DE RÉGIE

Monsieur le Maire rappelle que, depuis le 1^{er} janvier 2023, est entré en vigueur le nouveau régime de responsabilité des gestionnaires publics (RGP) qui se substitue au régime de la responsabilité personnelle et pécuniaire (RPP). Concernant les régisseurs, l'obligation de cautionnement et l'assurance en vue de couvrir leur responsabilité personnelle et pécuniaire a disparu et les manques en deniers constatés dans leur comptabilité ne font plus l'objet, sauf en cas de détournement de fonds bien entendu, d'une mise en cause de leur responsabilité puisque celle-ci n'existe plus dans le sens où elle était interprétée dans le cadre du régime RPP.

Ces manques en deniers doivent donc désormais être apurés par l'émission d'un mandat à l'appui duquel doit être jointe une délibération de l'assemblée délibérante.

Par mesure de simplification, afin d'éviter qu'une délibération soit soumise au vote du conseil municipal à chaque fois qu'un déficit du régisseur apparaîtrait, il est proposé au conseil municipal d'adopter une délibération de principe qui permettra au maire de procéder, par décision prise par délégation du conseil municipal, à l'apurement de ces manques en denier jusqu'à un seuil qu'il appartient au conseil municipal de fixer.

Au-delà de cette limite, une délibération spécifique devra être produite pour permettre d'apurer le déficit.

C'est pourquoi, Monsieur le Maire propose de fixer le seuil des manques pouvant être apurés à 100 € et demande l'autorisation au conseil municipal de procéder à l'apurement de ces manques d'un montant inférieur ou égal au seuil fixé ci-dessus.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, par un vote à main levée et à l'UNANIMITÉ

FIXE le seuil des manques en deniers pouvant être apurés à 100 €

AUTORISE le maire à procéder à l'apurement de ces manques d'un montant inférieur ou égal au seuil fixé ci-dessus.

9 – TARIFS COMMUNAUX 2024

Monsieur le Maire invite l'Assemblée à se prononcer sur la proposition de tarifs communaux pour l'année 2024 établie par la Commission des Finances réunie le 4 décembre 2023.

| LOCATION MATERIEL | TARIF 2024 |
|--------------------------------------|-------------------|
| BARRIERE (l'unité) /jour | 2,10 € |
| PLATEAUX ET TRETEAUX (l'unité) /jour | 2,80 € |
| CHAISES (l'unité) /jour | 0,65 € |

| LOCATION SALLES (HORS TRONJOLY) | TARIF 2024 |
|---|-------------------|
| MAISON POUR TOUS /jour | 18,50 € |
| ESPACE DOCTEUR PAUL LOHEAC - LOCAL RDC /journée | 11,40 € |
| ESPACE DOCTEUR PAUL LOHEAC - LOCAL RDC /semaine | 57,00 € |
| ESPACE DOCTEUR PAUL LOHEAC - LOCAL RDC /mois | 230,00 € |
| MAISON COMMUNALE /jour | 115,00 € |
| MAISON COMMUNALE /demi-journée | 57,00 € |
| SALLE SOUS-SOL RESTAURANT SCOLAIRE /jour | 114,00 € |
| SALLE SOUS-SOL RESTAURANT SCOLAIRE /demi-journée | 57,00 € |
| GYMNASE (L'HEURE) | 32,00 € |
| SALLE MEYER - CHATEAU DE TRONJOLY (sauf longère)/jour (*) | 300,00 € |
| NETTOYAGE EN FIN DE LOCATION : nettoyage mal ou pas réalisé | 120,00 € |
| SALLE DE MUSIQUE - CHÂTEAU DE TRONJOLY /demi-journée | 57,00 € |
| SALLE DE MUSIQUE - CHÂTEAU DE TRONJOLY /jour | 114,00 € |
| LONGERE DE TRONJOLY /jour | 127,00 € |
| ASSOCIATIONS GOURINOISES A BUT NON LUCRATIF | GRATUIT |

(*) Fournir une attestation assurance Responsabilité Civile

Remarques :

Le règlement par chèque ou par numéraire correspondant à la réservation sera remis lors de la remise des clés.

Le tarif est fixé à la journée sur une amplitude de 24h. La salle est disponible à 9h et restituée le lendemain à 9h. En cas de mariage exclusivement, il est accordé une mise à disposition gratuite de la salle la demi-journée précédent la location.

Pour le château de Tronjoly/ salle Meyer : le locataire sera présumé avoir reçu les lieux en bon état de préservation et d'entretien. « *S'il n'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé les avoir reçus en bon état de réparations locatives, et doit les rendre tels, sauf la preuve contraire* » Article 1731 du Code Civil. Le locataire ne sera cependant pas tenu d'effectuer les réparations s'il peut apporter la preuve (par tout moyen) que la dégradation était déjà présente avant sa prise de possession des lieux.

| DROIT DE PESAGE BASCULE PUBLIQUE | TARIF 2024 |
|---|-------------------|
| DE 0 A 9,999 T | 1,00 € |
| DE 10 A 19,999 T | 2,00 € |
| DE 20 A 29,999 T | 3,00 € |
| DE 30 A 50 TONNES | 4,00 € |
| GARDERIE MUNICIPALE | |
| MATIN (LUNDI - MARDI - MERCREDI - JEUDI - VENDREDI) Maternelle /jour | 0,40 € |
| SOIR (LUNDI - MARDI - JEUDI - VENDREDI) Maternelle /jour | 0,60 € |
| MATIN (ETUDE SURVEILLEE) Primaire /jour | 0,60 € |
| SOIR (ETUDE SURVEILLEE) Primaire /jour | 0,80 € |
| MEDIATHEQUE - LUDOTHEQUE | |
| ETABLISSEMENTS SCOLAIRES ET STRUCTURES DE GARDE D'ENFANTS | GRATUIT |
| ABONNEMENT ANNUEL DOCUMENTS + MULTIMEDIA + Prêt "JEUX" (sur justificatifs : -18 ans, étudiants, demandeurs d'emploi et bénéficiaires du RSA) | 15,00 € |
| ABONNEMENT ANNUEL DOCUMENTS + MULTIMEDIA + Prêt "JEUX" | 21,00 € |
| TARIF « VACANCIERS » 2 MOIS MAXIMUM | 5,30 € |
| CIMETIERE | |
| VACATION FUNERAIRE (plafond 25€) | 25,00 € |
| CONCESSION (3 M2) - 15 ANS | 71,00 € |
| CONCESSION (6 M2) - 15 ANS | 140,00 € |
| CONCESSION (3 M2) - 30 ANS | 140,00 € |
| CONCESSION (6 M2) - 30 ANS | 282,00 € |
| CAVURNES - EMPLACEMENT | |
| CONCESSION - 15 ANS | 71,00 € |
| CONCESSION - 30 ANS | 140,00 € |
| JARDIN DU SOUVENIR | |
| TAXE FUNERAIRE DISPERSION CENDRES (supprimée par la Loi de Finances 2021) | 0,00 € |
| COLOMBARIUM | |
| CONCESSION - 5 ANS | 322,00 € |
| CONCESSION - 10 ANS | 580,00 € |
| CONCESSION - 15 ANS | 837,00 € |
| RESTAURANT SCOLAIRE | |
| TARIF ENSEIGNANT/ repas | 6,30 € |
| STAGE - DEJEUNER SEUL /repas | 6,30 € |
| TARIF 1 - Tranche de quotient familial de 0 à 699 € | 0,90 € |
| TARIF 2 - Tranche de quotient familial 700€ à 1399€ | 1,00 € |
| TARIF 3 - Tranche de quotient familial supérieur à 1399€ ou non fourni | 3,00 € |
| PISCINE | |
| ENFANTS JUSQU'A 16 ANS/entrée | 1,30 € |
| ADULTES/entrée | 2,40 € |

| | |
|--|---------|
| ABONNEMENT ENFANTS JUSQU'A 16 ANS (10 entrées) | 9,00 € |
| ABONNEMENT ADULTES (10 entrées) | 18,00 € |
| VISITEURS /entrée | 1,00 € |
| COLONIES / ALSH (mini 20 personnes) /entrée | 1,30 € |

TERRAIN DE CAMPING

| | |
|----------------------|--------|
| EMPLACEMENT | 2,10 € |
| CAMPEUR ADULTE /jour | 3,70 € |

TERRAIN DE CAMPING (suite)

TARIF 2024

| | |
|----------------------------------|--------|
| ENFANT DE MOINS DE 7 ANS /jour | 2,90 € |
| GROUPE (mini 10 personnes) /jour | 2,90 € |
| VOITURE /jour | 2,10 € |
| MOTO /jour | 1,05 € |
| TENTE /jour | 3,10 € |
| CARAVANE /jour | 3,10 € |
| CAMPING CAR /jour | 5,30 € |
| ELECTRICITE 10 AMPERES /jour | 4,70 € |

BORNE DE SERVICES

| | |
|--|---|
| 55 MINUTES D'ELECTRICITE ET 10 MINUTES D'EAU POTABLE | X |
|--|---|

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

| | |
|-----------------------------------|---------|
| ABONNEMENT ANNUEL H.T. | 72,26 € |
| M3 CONSOMME DE 0 A 30 M3 H.T. | 0,74 € |
| M3 CONSOMME AU DELA DE 30 M3 H.T. | 2,52 € |

GÎTES COMMUNAUX

TARIFS 2024

Toutes locations : le règlement par chèque ou par numéraire correspondant à la réservation sera remis lors de la remise des clés.

Le locataire sera présumé avoir reçu les lieux en bon état de préservation et d'entretien. « S'il n'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé les avoir reçus en bon état de réparations locatives, et doit les rendre tels, sauf la preuve contraire » Article 1731 du Code Civil. Le locataire ne sera cependant pas tenu d'effectuer les réparations s'il peut apporter la preuve (par tout moyen) que la dégradation était déjà présente avant sa prise de possession des lieux.

| LA SEMAINE | | GITE 501 6pl | GITE 502 6pl | GITE 503 4pl | GITE 504 4pl | GITE 505 6pl | GITE 506 4pl |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| du 1er janvier au samedi 6 juillet | Basse saison | 385,00 € | 385,00 € | 330,00 € | 330,00 € | 385,00 € | 330,00 € |
| du samedi 6 juillet au samedi 24 août | Haute saison | 490,00 € | 490,00 € | 420,00 € | 420,00 € | 490,00 € | 420,00 € |

| | | | | | | | |
|-------------------------------------|-----------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| du samedi 24 août au 31 décembre | Basse saison | 385,00 € | 385,00 € | 330,00 € | 330,00 € | 385,00 € | 330,00 € |
|-------------------------------------|-----------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|

Les locations hebdomadaires s'entendent du samedi au samedi. Une attestation d'assurance en responsabilité civile est réclamée, ainsi qu'une caution de 200 € et une participation aux frais d'électricité de 0,22 € le kwh.

| LE WEEK-END | Gîte 501 | Gîte 502 | Gîte 503 | Gîte 504 | Gîte 505 | Gîte 506 |
|----------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| du vendredi au lundi matin | 200,00 € | 200,00 € | 190,00 € | 190,00 € | 200,00 € | 190,00 € |
| deux nuits | 160,00 € | 160,00 € | 135,00 € | 135,00 € | 160,00 € | 135,00 € |
| une nuit | 116,00 € | 116,00 € | 105,00 € | 105,00 € | 116,00 € | 105,00 € |

| LA JOURNÉE | Gîte 501 | Gîte 502 | Gîte 503 | Gîte 504 | Gîte 505 | Gîte 506 |
|-------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| En semaine | 95,00 € | 95,00 € | 84,00 € | 84,00 € | 95,00 € | 84,00 € |

Une participation aux frais d'électricité de 0,22 € le kwh est demandée.

| LE MOIS | Gîte 501 | Gîte 502 | Gîte 503 | Gîte 504 | Gîte 505 | Gîte 506 |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Du 1 ^{er} janv au 31 mai 2023 et du 1 ^{er} oct au 31 déc 2023 | 580,00 € | 580,00 € | 525,00 € | 525,00 € | 580,00 € | 525,00 € |

Une attestation d'assurance en responsabilité civile est réclamée, ainsi qu'une caution de la valeur du loyer et une participation aux frais (électricité : 0,22 € le kwh -alimentation en eau potable : 3€ le m³).

| GÎTE D'ÉTAPE | TARIF 2024 |
|---------------------|-------------------|
| TRONJOLY /la nuitée | 16,00 € |

| SALLE DES FÊTES | TARIF 2024 |
|------------------------|-------------------|
|------------------------|-------------------|

Le règlement par chèque ou par numéraire correspondant à la réservation sera remis lors de la remise des clés.

Le tarif est fixé à la journée sur une amplitude de 24h. La salle est disponible à 9h et restituée le lendemain à 9h. En cas de mariage exclusivement, il est accordé une mise à disposition gratuite de la salle la demi-journée précédant la location.

| | Associations communales Gratuit 2 fois par an (dont 1 week-end maxi) | | Usagers et entreprises de GOURIN | | | Associations, commerçants et autres organismes extérieurs | | |
|--------------|--|---------------------|-------------------------------------|---------------------|--|--|---------------------|-------------------------------|
| | <i>But lucratif</i> | <i>non lucratif</i> | <i>But non lucratif</i> | <i>But lucratif</i> | <i>But lucratif</i> | <i>But lucratif</i> | <i>non lucratif</i> | <i>But lucratif</i> |
| | Écoles, réunion, spectacle, d'honneur, | AG, vin | Bal, repas, loto, fest-noz, concert | Mariage, AG, repas | fête, Conférence, banquet, Bal, fest-noz | Réunion, banquet, spectacle | AG, | Concert, bal, fest-noz, repas |
| Petite salle | 21,00 € | 52,00 € | 90,00 € | 140,00 € | 189,00 € | 242,00 € | | |
| Grande salle | 388,00 € | 420,00 € | 472,00 € | 525,00 € | 572,00 € | 645,00 € | | |
| | Attestation de responsabilité civile | | | | | | | |
| Caution * | 200,00 € | 200,00 € | 200,00 € | 400,00 € | 400,00 € | 400,00 € | | |

* lors de la location, le ménage est obligatoire AVANT la restitution des lieux. Dans ce cadre, une caution (200€ ou 400 € / délibération du 16 décembre 2022) sera demandée impérativement pour garantir cette obligation. Le cas échéant, la remise en état sera effectuée par la commune et la facturation sera adressée au locataire.

En sus :

- Utilisation du bar 32,00 €
- Utilisation des gradins de la grande salle 105,00 €
- Utilisation du local réserve avec réfrigérateurs et utilisation du bar 52,00 €
- Utilisation de la cuisine par un traiteur pour un buffet froid 105,00 €
- Utilisation de la cuisine par un traiteur pour un repas chaud 210,00 €

Utilisation de la cuisine accordée uniquement si traiteur

Le locataire sera présumé avoir reçu les lieux en bon état de préservation et d'entretien. « S'il n'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé les avoir reçus en bon état de réparations locatives, et doit les rendre tels, sauf la preuve contraire » Article 1731 du Code Civil. Le locataire ne sera cependant pas tenu d'effectuer les réparations s'il peut apporter la preuve (par tout moyen) que la dégradation était déjà présente avant sa prise de possession des lieux.

Matthieu PERON « Le tarif concernant la location de matériels est-il en augmentation en raison d'achats durant l'année ? ».

Hervé LE FLOC'H « Il y a l'impact de l'inflation et le renouvellement du matériel tel que l'acquisition de tables et de chaises ».

Anne TROALEN « Concernant les repas, vous aviez évoqué une augmentation de 6% qui n'apparaît pas ? ».

Hervé LE FLOC'H « Non, vous faites une confusion avec le budget du CCAS et le portage des repas à domicile. Le prestataire MEDIREST a augmenté ses tarifs de 6% ».

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Au moyen d'un vote à main levée par 21 voix « POUR » et 6 voix « ABSTENTION »,

ADOpte ces tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2024.

SENS DU VOTE

| NOMS | PRENOMS | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
|------------|-------------|------|--------|------------|
| LE FLOC'H | Hervé | X | | |
| HENRY | Catherine | X | | |
| BOURLÈS | Christophe | X | | |
| LE ROUX | Véronique | X | | |
| NÉDÉLEC | Rémi | X | | |
| BOCQUILLON | Maud | X | | |
| JANNY | Patrick | X | | |
| ROYANT | Helen | X | | |
| DUFLEIT | Anthony | X | | |
| POUPON | Marie-Laure | X | | |
| PERON | Alan | X | | |
| LE FUR | Françoise | X | | |
| LE GOFF | Dominique | X | | |

| | | | | |
|-------------|-------------|---|--|---|
| COUGARD | Christelle | X | | |
| LE GRAND | Mickaël | X | | |
| GOUJARD | Laurine | X | | |
| LE GRAND | Hicham | X | | |
| LE COROLLER | Marie-Ange | X | | |
| LE NAOUR | Roger | X | | |
| LE GOFF | Jeannine | X | | |
| BAUDET | Philippe | X | | |
| TROALEN | Anne | | | X |
| BOUÉDEC | Jean-Michel | | | X |
| ULLIAC | Morgane | | | X |
| PERON | Matthieu | | | X |
| PICARDA | Styren | | | X |
| PHILIPPE | Jean-Luc | | | X |

10 – DÉCISION MODIFICATIVE BUDGET PRINCIPAL N°3

Le conseil municipal se prononce sur la proposition de la décision modificative n°3 établie par la commission des finances du 4 décembre 2023, portant sur le budget principal de la commune de Gourin.

| SECTION DE FONCTIONNEMENT | | |
|----------------------------------|---|---------------------|
| CHAP/ART-OPE-FONCTION | LIBELLES | MONTANTS |
| DEPENSES | | |
| 023 | Virement à la section investissement | -40 195,08 € |
| 023 | Virement à la section investissement | -40 195,08 € |
| 042 | Opérations d'ordre de tranfert entre sections | 51 725,15 € |
| 6811-020 | Dotations aux amortissements 2023 | 51 725,15 € |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 22 065,34 € |
| 657362-020 | Subventions de fonctionnement au CCAS et SAD (subv. d'équilibre) | 22 065,34 € |
| | | 33 595,41 € |
| RECETTES | | |
| 042 | Opérations d'ordre de transferts entre sections | 120,57 € |
| 777-020 | Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice (amortissements 2023 Subv. socle numérique Ec élément) | 120,57 € |
| 73 | Impôts et taxes | 33 474,84 € |
| 73223-020 | Fonds départemental DMTO (droits de mutation) | 33 474,84 € |
| | | 33 595,41 € |

| SECTION INVESTISSEMENT | | |
|-------------------------------|---|---------------------|
| CHAP/ART-OPE-FONCTION | LIBELLES | MONTANTS |
| DEPENSES | | |
| 040 | Opérations d'ordre de transferts entre sections | 120,57 |
| 13911 | Subventions d'équipements socle numérique Ec Rostand (amortissements 2022 & 2023) | 120,57 |
| | | 120,57 € |
| RECETTES | | |
| 021 | Virement de la section fonctionnement | -40 195,08 € |
| 021 | Virement de la section fonctionnement | -40 195,08 € |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 51 725,15 € |
| 28031 | Amort. Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion | 670,00 € |
| 2804112 | Amort. Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations | 14 851,43 € |
| 2805 | Amort. Concessions, brevets, licences | 912,82 € |
| 28128 | Amort. Autres agencements et aménagements de terrains | 200,00 € |
| 281328 | Amort. autres bâtiments privés | 437,00 € |
| 281351 | Amort. Installat.générales, agencements, aménagements des constructions (bât publics) | 1 858,81 € |
| 281352 | Amort. Installat.générales, agencements, aménagements des constructions (bât privés) | 5 000,00 € |
| 28152 | Amort. Installations de voirie | 640,33 € |
| 281535 | Amort. Réseaux de transmission | 120,00 € |
| 281568 | Amort. Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile | 243,59 € |
| 2815731 | Amort. Matériel roulant | 17 388,43 € |
| 2815738 | Amort. Autre matériel et outillage de voirie | 285,00 € |
| 2815741 | Amort. Installations, matériel et outillage des cantines scolaires | 667,18 € |
| 281578 | Amort. Autre matériel technique | 328,54 € |
| 28158 | Amort. Autres install., matériel et outillages techniques | 3 757,99 € |
| 28181 | Amort. Installations générales, agencements, aménagements divers | 259,34 € |
| 281831 | Amort. Matériel informatique scolaire | 286,99 € |
| 281838 | Amort. Autre matériel informatique | 1 563,77 € |
| 281848 | Amort. Autres matériels de bureau et mobiliers | 1 020,90 € |
| 28188 | Amort. Autres | 1 233,03 € |
| 13 | Subventions d'investissement | -0,60 € |
| 1311-157-212 | Subventions d'investissement rattachées aux actifs amortissables (Etat) | 15 899,40 € |
| 1321-14-212 | Subventions d'investissement rattachées aux actifs non amortissables (Etat) | -15 900,00 € |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | -11 408,90 € |
| 1641 | Emprunt en euros | -11 408,90 € |
| | | 120,57 € |

Anne TROALEN « *Quelque chose m'interpelle concernant le virement à la section d'investissement qui diminue. Ça veut dire qu'on diminue l'investissement ?* ».

Hervé LE FLOC'H « *Non. On est sur une prévision de budget et il ne s'agit pas de modifier l'affectation des résultats* ».

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, par un vote à main levée par 21 voix » POUR » et 6 voix « CONTRE »

ADOPTE la décision modificative n°3 portant sur le budget principal.

SENS DU VOTE

| NOMS | PRENOMS | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
|-------------|-------------|------|--------|------------|
| LE FLOC'H | Hervé | X | | |
| HENRY | Catherine | X | | |
| BOURLÈS | Christophe | X | | |
| LE ROUX | Véronique | X | | |
| NÉDÉLEC | Rémi | X | | |
| BOCQUILLON | Maud | X | | |
| JANNY | Patrick | X | | |
| ROYANT | Helen | X | | |
| DUFLEIT | Anthony | X | | |
| POUPON | Marie-Laure | X | | |
| PERON | Alan | X | | |
| LE FUR | Françoise | X | | |
| LE GOFF | Dominique | X | | |
| COUGARD | Christelle | X | | |
| LE GRAND | Mickaël | X | | |
| GOUJARD | Laurine | X | | |
| LE GRAND | Hicham | X | | |
| LE COROLLER | Marie-Ange | X | | |
| LE NAOUR | Roger | X | | |
| LE GOFF | Jeannine | X | | |
| BAUDET | Philippe | X | | |
| TROALEN | Anne | | X | |
| BOUÉDEC | Jean-Michel | | X | |
| ULLIAC | Morgane | | X | |
| PERON | Matthieu | | X | |
| PICARDA | Styren | | X | |
| PHILIPPE | Jean-Luc | | X | |

11 – DÉCISION MODIFICATIVE BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF N°2

Le conseil municipal se prononce sur la proposition de la décision modificative n°2 établie par la commission des finances du 4 décembre 2023, portant sur le budget assainissement collectif de la commune de Gourin :

| SECTION DE FONCTIONNEMENT | | |
|----------------------------------|--|--------------------|
| CHAP/ART-OPE-FONCTION | LIBELLES | MONTANTS |
| DEPENSES | | |
| 023 | Virement à la section investissement | 21 274,72 € |
| 023 | Virement à la section investissement | 21 274,72 € |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | -918,83 € |
| 6811 | Annulation des amortissements 2023 des terrains de la STEP | -918,83 € |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 2 042,27 € |
| 6218 | Clé de répartition frais de personnel service comptabilité | 2 042,27 € |
| | | 22 398,16 € |

| RECETTES | | |
|-----------------|--|--------------------|
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 22 398,16 € |
| 777 | Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice (amortissements 2023) | 17 866,01 € |
| 7811 | Annulation des amortissements des exercices antérieurs des terrains de la STEP (station d'épuration) | 4 532,15 € |
| | | 22 398,16 € |

| SECTION INVESTISSEMENT | | |
|-------------------------------|--|---------------------|
| CHAP/ART-OPE-FONCTION | LIBELLES | MONTANTS |
| DEPENSES | | |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 22 398,16 € |
| 1391 | Subventions d'équipements (amortissements 2023) | 17 866,01 € |
| 2812 | Annulation des amortissements des exercices antérieurs des terrains de la STEP | 4 532,15 € |
| 21 | Immobilisations corporelles | 902,00 € |
| 212-11 | Portillon accès STEP (agencement & aménagement de terrain) | 902,00 € |
| 23 | Immobilisations en cours | 185 568,40 € |
| 2315-10 | Travaux réhabilitation réseau assainissement rue de la Libération & route de Goasven | 185 568,40 € |
| | | 208 868,56 € |

| RECETTES | | |
|-----------------|--|---------------------|
| 021 | Virement à la section fonctionnement | 21 274,72 € |
| 021 | Virement à la section investissement | 21 274,72 € |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | -918,83 € |
| 2812 | Annulation des amortissements 2023 des terrains de la STEP | -918,83 € |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 188 512,67 € |
| 1641 | Emprunt en euros | 188 512,67 € |
| | | 208 868,56 € |

Il n'y a pas eu d'observations.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, par un vote à main levée par 21 voix » POUR » et 6 voix « ABSTENTION »
ADOpte la décision modificative n°2 portant sur le budget assainissement collectif.

SENS DU VOTE

| NOMS | PRENOMS | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
|-------------|-------------|------|--------|------------|
| LE FLOC'H | Hervé | X | | |
| HENRY | Catherine | X | | |
| BOURLÈS | Christophe | X | | |
| LE ROUX | Véronique | X | | |
| NÉDÉLEC | Rémi | X | | |
| BOCQUILLON | Maud | X | | |
| JANNY | Patrick | X | | |
| ROYANT | Helen | X | | |
| DUFLEIT | Anthony | X | | |
| POUPON | Marie-Laure | X | | |
| PERON | Alan | X | | |
| LE FUR | Françoise | X | | |
| LE GOFF | Dominique | X | | |
| COUGARD | Christelle | X | | |
| LE GRAND | Mickaël | X | | |
| GOUJARD | Laurine | X | | |
| LE GRAND | Hicham | X | | |
| LE COROLLER | Marie-Ange | X | | |
| LE NAOUR | Roger | X | | |
| LE GOFF | Jeannine | X | | |
| BAUDET | Philippe | X | | |
| TROALEN | Anne | | | X |
| BOUÉDEC | Jean-Michel | | | X |
| ULLIAC | Morgane | | | X |
| PERON | Matthieu | | | X |
| PICARDA | Styren | | | X |
| PHILIPPE | Jean-Luc | | | X |

12 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS 2023

- Monsieur le maire invite le conseil à délibérer sur la proposition de la commission Finances du 4 décembre 2023 concernant l'attribution de subventions aux associations, subventions demandées hors délai, pour l'exercice 2023.

| SUBVENTIONS ASSOCIATIONS 2023 | Propositions 2023 |
|--|--------------------------|
| ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE | 762.00 € |
| ASSOCIATION SPORTIVE LA GOURINOISE (collège Chateaubriand) | 610.00 € |
| MOSAISTES A L'OUEST | 150.00 € |

- Monsieur le Maire rappelle la délibération du conseil municipal en date du 28 juillet 2022 relative à l'octroi de cadeaux aux agents communaux lors de départ à la retraite. Il précise que l'Amicale du personnel communal a accepté de percevoir le versement du montant du cadeau d'une valeur de 300 euros par agent, charge à elle de délivrer un chèque du même montant à l'agent. Un départ à la retraite ayant eu lieu depuis la dernière cérémonie de remise, il est proposé de verser la somme de 300 euros à l'Amicale.

Matthieu PERON « *Ce sont des dossiers qu'on pourrait étudier ensemble avant de prendre des décisions* ».

Hervé LE FLOC'H « *On le fera en mars 2024, on verra les dossiers de demandes de subventions avec les documents fournis* ».

Styren PICARDA « *Trois associations sont écartées. Elles ont fait des demandes, telle que l'association Téléthon* ».

Hervé LE FLOC'H « *On ne verse qu'aux associations gourinoises* ».

Matthieu PERON « *Les critères seront-ils discutés en commission ?* ».

Hervé LE FLOC'H « *Oui* ».

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, par un vote à main levée par 21 voix « POUR » et 6 voix « ABSTENTION »,

- **ADOPTE** la proposition d'attribution de subventions aux associations, pour l'exercice 2023, telle que présentée dans le tableau ci-dessous :

| SUBVENTIONS ASSOCIATIONS 2023 | Propositions 2023 |
|--|-------------------|
| ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE | 762.00 € |
| ASSOCIATION SPORTIVE LA GOURINOISE (collège Chateaubriand) | 610.00 € |
| MOSAISTES A L'OUEST | 150.00 € |

- **ADOPTE** la proposition de verser la somme de 300 € à l'Amicale du personnel communal.

SENS DU VOTE

| NOMS | PRENOMS | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
|-------------|-------------|------|--------|------------|
| LE FLOC'H | Hervé | X | | |
| HENRY | Catherine | X | | |
| BOURLÈS | Christophe | X | | |
| LE ROUX | Véronique | X | | |
| NÉDÉLEC | Rémi | X | | |
| BOCQUILLON | Maud | X | | |
| JANNY | Patrick | X | | |
| ROYANT | Helen | X | | |
| DUFLEIT | Anthony | X | | |
| POUPON | Marie-Laure | X | | |
| PERON | Alan | X | | |
| LE FUR | Françoise | X | | |
| LE GOFF | Dominique | X | | |
| COUGARD | Christelle | X | | |
| LE GRAND | Mickaël | X | | |
| GOUJARD | Laurine | X | | |
| LE GRAND | Hicham | X | | |
| LE COROLLER | Marie-Ange | X | | |
| LE NAOUR | Roger | X | | |
| LE GOFF | Jeannine | X | | |

| | | | | |
|----------|-------------|---|--|---|
| BAUDET | Philippe | X | | |
| TROALEN | Anne | | | X |
| BOUÉDEC | Jean-Michel | | | X |
| ULLIAC | Morgane | | | X |
| PERON | Matthieu | | | X |
| PICARDA | Styren | | | X |
| PHILIPPE | Jean-Luc | | | X |

13 – BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF – FIXATION DE LA CLÉ DE RÉPARTITION POUR LA PRISE EN CHARGE DU COÛT DU LOGICIEL MÉTIER

Dans le cadre de la préparation budgétaire et dans un souci de sincérité comptable, une clé de répartition pour la prise en charge du coût du logiciel métier JVS doit être mise en place. Cette charge est actuellement supportée dans son intégralité par le budget principal.

Monsieur le Maire propose de répartir le montant lié à l'utilisation du logiciel métier JVS **au prorata du montant du budget réalisé de l'année N-1 pour chaque service.**

Le budget « assainissement collectif » participera ainsi au financement annuel du logiciel métier à compter du 1^{er} janvier 2023.

Cette délibération annulera et remplacera la délibération N°10 du 17/12/2021 qui prévoit un calcul de la clé de répartition au prorata du montant du budget de l'année en cours.

Il n'y a pas eu d'observations.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, par un vote à main levée par 21 voix « POUR » et 6 voix « ABSTENTION », **APPROUVE** la répartition proposée par Monsieur le Maire.

SENS DU VOTE

| NOMS | PRENOMS | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
|------------|-------------|------|--------|------------|
| LE FLOC'H | Hervé | X | | |
| HENRY | Catherine | X | | |
| BOURLÈS | Christophe | X | | |
| LE ROUX | Véronique | X | | |
| NÉDÉLEC | Rémi | X | | |
| BOCQUILLON | Maud | X | | |
| JANNY | Patrick | X | | |
| ROYANT | Helen | X | | |
| DUFLEIT | Anthony | X | | |
| POUPON | Marie-Laure | X | | |
| PERON | Alan | X | | |
| LE FUR | Françoise | X | | |
| LE GOFF | Dominique | X | | |
| COUGARD | Christelle | X | | |
| LE GRAND | Mickaël | X | | |

| | | | | |
|-------------|-------------|---|--|---|
| GOUJARD | Laurine | X | | |
| LE GRAND | Hicham | X | | |
| LE COROLLER | Marie-Ange | X | | |
| LE NAOUR | Roger | X | | |
| LE GOFF | Jeannine | X | | |
| BAUDET | Philippe | X | | |
| TROALEN | Anne | | | X |
| BOUÉDEC | Jean-Michel | | | X |
| ULLIAC | Morgane | | | X |
| PERON | Matthieu | | | X |
| PICARDA | Styren | | | X |
| PHILIPPE | Jean-Luc | | | X |

14 – BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF – FIXATION DE LA CLÉ DE RÉPARTITION DES CHARGES DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LE BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Monsieur le Maire attire l'attention du conseil municipal sur le fait que toutes les tâches administratives liées à la gestion du budget « assainissement collectif » sont supportées par le personnel communal rémunéré sur le budget principal de la commune.

On peut considérer que ces tâches administratives incombent essentiellement, pour la gestion des dossiers, au service comptable et financier à hauteur de 0.05 ETP.

Monsieur le Maire propose que, chaque année, le budget « assainissement collectif » reverse cette contribution à la commune selon cette clé de répartition.

Il n'y a pas eu d'observations.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, par un vote à main levée par 21 voix « POUR » et 6 voix « ABSTENTION »,

APPROUVE la répartition proposée par Monsieur le Maire.

SENS DU VOTE

| NOMS | PRENOMS | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
|------------|-------------|------|--------|------------|
| LE FLOC'H | Hervé | X | | |
| HENRY | Catherine | X | | |
| BOURLÈS | Christophe | X | | |
| LE ROUX | Véronique | X | | |
| NÉDÉLEC | Rémi | X | | |
| BOCQUILLON | Maud | X | | |
| JANNY | Patrick | X | | |
| ROYANT | Helen | X | | |
| DUFLEIT | Anthony | X | | |
| POUPON | Marie-Laure | X | | |
| PERON | Alan | X | | |
| LE FUR | Françoise | X | | |
| LE GOFF | Dominique | X | | |

| | | | | |
|-------------|-------------|---|--|---|
| COUGARD | Christelle | X | | |
| LE GRAND | Mickaël | X | | |
| GOUJARD | Laurine | X | | |
| LE GRAND | Hicham | X | | |
| LE COROLLER | Marie-Ange | X | | |
| LE NAOUR | Roger | X | | |
| LE GOFF | Jeannine | X | | |
| BAUDET | Philippe | X | | |
| TROALEN | Anne | | | X |
| BOUÉDEC | Jean-Michel | | | X |
| ULLIAC | Morgane | | | X |
| PERON | Matthieu | | | X |
| PICARDA | Styren | | | X |
| PHILIPPE | Jean-Luc | | | X |

15 – MANDATEMENT DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT L'ADOPTION DES BUDGETS PRIMITIFS 2024, BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE ET BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF

En application de l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire sollicite du conseil municipal l'autorisation d'engager, de liquider et de mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts aux budgets de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, et ce jusqu'à l'adoption des budgets primitifs 2024.

BUDGET PRINCIPAL 2024 SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES

| Chap/Art. | Libellé | Crédits ouverts 2023 | 1/4 des crédits à ouvrir en 2024 |
|----------------------|-------------------------------|-------------------------|--|
| 20 | Immobilisations incorporelles | 254 388,00 € | 63 597,00 € |
| 21 | Immobilisations corporelles | 1 221 103,25 € | 305 275,81 € |
| 23 | Immobilisations en cours | 4 310 236,99 € | 1 077 559,24 € |
| TOTAL GENERAL | | 5 785 728,24 € | 1 446 432,05 € |

BUDGET ASSAINISSEMENT 2024
SECTION D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

| Chap/A rt. | Libellé | Crédits ouverts 2023 | 1/4 des crédits en 2024 |
|---------------|-------------------------------|-------------------------|----------------------------|
| 20 | Immobilisations incorporelles | 74 250,00 € | 18 562,50 € |
| 21 | Immobilisations corporelles | 52 812,90 € | 13 203,22 € |
| 23 | Immobilisations en cours | 376 733,40 € | 94 183,35 € |

| | | |
|----------------------|---------------------|---------------------|
| TOTAL GENERAL | 503 796,30 € | 125 949,07 € |
|----------------------|---------------------|---------------------|

Il n'y a pas eu d'observations.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, par un vote à main levée par 21 voix « POUR » et 6 voix « ABSTENTION »,
AUTORISE ces modifications budgétaires.

SENS DU VOTE

| NOMS | PRENOMS | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
|-------------|-------------|------|--------|------------|
| LE FLOC'H | Hervé | X | | |
| HENRY | Catherine | X | | |
| BOURLÈS | Christophe | X | | |
| LE ROUX | Véronique | X | | |
| NÉDÉLEC | Rémi | X | | |
| BOCQUILLON | Maud | X | | |
| JANNY | Patrick | X | | |
| ROYANT | Helen | X | | |
| DUFLEIT | Anthony | X | | |
| POUPON | Marie-Laure | X | | |
| PERON | Alan | X | | |
| LE FUR | Françoise | X | | |
| LE GOFF | Dominique | X | | |
| COUGARD | Christelle | X | | |
| LE GRAND | Mickaël | X | | |
| GOUJARD | Laurine | X | | |
| LE GRAND | Hicham | X | | |
| LE COROLLER | Marie-Ange | X | | |
| LE NAOUR | Roger | X | | |
| LE GOFF | Jeannine | X | | |
| BAUDET | Philippe | X | | |
| TROALEN | Anne | | | X |
| BOUÉDEC | Jean-Michel | | | X |
| ULLIAC | Morgane | | | X |
| PERON | Matthieu | | | X |
| PICARDA | Styren | | | X |
| PHILIPPE | Jean-Luc | | | X |

16 – FOYER DES JEUNES TRAVAILLEURS – PLAN DE FINANCEMENT

Monsieur le Maire informe l'Assemblée de l'appel à projets pour la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux 2024 et précise que notre commune est éligible.

Il indique que la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) bénéficie d'un abondement exceptionnel qui sert à financer les opérations des collectivités prévues dans les contrats de relance et de transition écologique (CRTE).

Le soutien aux projets d'investissement des collectivités demeure maintenu à un niveau élevé : il a été à nouveau renforcé en 2023 avec la création du fonds pour l'accélération de la transition écologique dit « Fonds vert ».

A l'échelle de Roi Morvan, l'étude réalisée sur les besoins de logement des jeunes a conclu en proposant la création de 4 foyers Jeunes Travailleurs, soit un à Gourin, un à Guiscriff, un à Le Faouët et un à Guémené-sur-Scorff. Ces FJT seront gérés par l'association AILES « Association d'Iroise pour le Logement, l'Emploi et les Solidarités » (arrêté du 4 juillet 2023 pris par le Préfet du Morbihan).

A Gourin, l'objectif est de créer 10 logements en Foyer Jeunes Travailleurs dans l'ancienne trésorerie. Le projet sera réalisé dans l'enveloppe urbaine existante et s'inscrira dans la réglementation environnementale RE 2020 en visant l'atteinte de critères thermiques.

Le FJT sera composé de 10 logements à loyer faible (conventionnés) soit 10 espaces privatifs ayant tous accès à un espace collectif. L'équipe AILES, ayant un projet socioéducatif visant l'autonomie des jeunes, mettra en place des moyens et des actions dans les domaines de l'emploi, de la citoyenneté mais aussi de l'accès aux droits, à la culture, à la santé, à la mobilité et aux loisirs.

Le plan de financement de ce projet est le suivant :

| Coût du projet (en € HT) | | Recettes (en €) – Montage en cours | | |
|---|-------------------|--|-------------------|-------------|
| MO, intervenants réglementaires et autres frais | 142 000 | État DSIL - DETR | 216 920 | 29% |
| Travaux | 606 000 | Région – Bien Vivre en Bretagne (max 20%) | 149 600 | 20% |
| | | Région (autre fonds) | | |
| | | Département - Logement Locatif Social public | 67 320 | 9% |
| | | EPCI (fonds de concours) | | |
| | | Subvention liée au PLAI structure – Etat (Prêt Locatif Aidé d'Intégration) | 89 760 | 12% |
| | | Fonds vert | 74 800 | 10% |
| | | Autofinancement | 149 600 | 20% |
| TOTAL | 748 000 HT | TOTAL | 748 000 HT | 100% |

La date prévisionnelle de signature des marchés de travaux interviendrait durant le quatrième trimestre 2024.

Morgane ULLIAC « *l'auto-financement sera assuré par les loyers ? AILES va gérer ce montant ?* »

Hervé LE FLOC'H « *Nous demeurons propriétaires. Un bail sera conclu avec AILES et la commune devrait participer au budget prévisionnel* ».

Anne TROALEN « *le loyer ?* ».

Hervé LE FLOC'H « *le loyer dépendra des aides. On reste prudent sur le plan de financement. Il y aura un salarié* ».

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, par un vote à main levée et à l'UNANIMITÉ,

- ✓ **APPROUVE** le projet de Foyer des Jeunes Travailleurs,
- ✓ **APPROUVE** le plan de financement tel que présenté ci-dessus,
- ✓ **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter tout autre organisme public ou privé afin d'obtenir des aides et subventions,
- ✓ **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son adjoint délégué, à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

17 – ANNEXE MAISON DE SANTÉ, 17 PLACE STENFORT – PLAN DE FINANCEMENT

Monsieur le Maire informe l'Assemblée de l'appel à projets pour la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux 2024 et précise que notre commune est éligible.

Il indique que la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) bénéficie d'un abondement exceptionnel qui servira à financer les opérations des collectivités prévues dans les contrats de relance et de transition écologique (CRTE).

Le soutien aux projets d'investissement des collectivités demeure maintenu à un niveau élevé : il a été à nouveau renforcé en 2023 avec la création du fonds pour l'accélération de la transition écologique dit « Fonds vert ».

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la délibération en date du 5 décembre 2022 portant acquisition du bâtiment cadastré AT 350, AT 351 et AT 456 sis 17, place Stenfort. Cette acquisition répond au souhait de la commune à agrandir la maison de santé. Le bâtiment deviendrait une annexe à la maison de santé déjà en place. Les deux bâtiments partagent le même parking.

Le plan de financement de ce projet est le suivant :

| Coût du projet (en € HT) | | Recettes (en €) – Montage en cours | | |
|---|--------------------|---|--------------------|-------------|
| MO complète avec économiste, BET structure et BET fluides | 82 550 | État DSIL - DETR | 259 365 | 30% |
| Autre intervenants règlementaires | 25 000 | Région – Bien Vivre en Bretagne (max 20%) | 172 910 | 20% |
| Travaux RDC + étage+ combles | 757 000 | Région (autre fonds) | | |
| | | Département PST (Programme Solidarité Territoriale) | 172 910 | 20% |
| | | Fonds Vert | 86 455 | 10% |
| | | EPCI (fonds de concours) | | |
| | | Autres | | |
| | | Autofinancement | 172 910 | 20% |
| TOTAL | 864 550€ HT | TOTAL | 864 550€ HT | 100% |

Morgane ULLIAC « *l'autofinancement de la même manière sur les loyers ? Par rapport au CMPEA, y-a-t-il un engagement de leur part* ».

Hervé LE FLOC'H « *les loyers seront fixés en fonction des professionnels de santé. Pour les autres professionnels, ce sera une discussion avec eux. Le CMPEA nous avait fait part de leur besoin en locaux car il souhaitait quitter le bâtiment actuel* ».

Morgane ULLIAC « *C'est un deuxième achat pour une annexe de maison de santé* ».

Hervé LE FLOC'H « *mais c'est primordial, on est un pôle de centralité* ».

Anne TROALEN « *il faut éviter de se précipiter* ».

Hervé LE FLOC'H « *évidemment, c'est dommage que ne viennent plus les dentistes mais je pense que c'est un bon investissement* ».

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, au moyen d'un vote à main levée par 21 voix « POUR » et 6 voix « ABSTENTION »,

- ✓ **APPROUVE** le projet de création de l'annexe à la maison de santé,
- ✓ **APPROUVE** le plan de financement tel que présenté ci-dessus,
- ✓ **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter tout autre organisme public ou privé afin d'obtenir des aides et subventions,
- ✓ **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son adjoint délégué, à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

SENS DU VOTE

| NOMS | PRENOMS | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
|-------------|-------------|------|--------|------------|
| LE FLOC'H | Hervé | X | | |
| HENRY | Catherine | X | | |
| BOURLÈS | Christophe | X | | |
| LE ROUX | Véronique | X | | |
| NÉDÉLEC | Rémi | X | | |
| BOCQUILLON | Maud | X | | |
| JANNY | Patrick | X | | |
| ROYANT | Helen | X | | |
| DUFLEIT | Anthony | X | | |
| POUPON | Marie-Laure | X | | |
| PERON | Alan | X | | |
| LE FUR | Françoise | X | | |
| LE GOFF | Dominique | X | | |
| COUGARD | Christelle | X | | |
| LE GRAND | Mickaël | X | | |
| GOUJARD | Laurine | X | | |
| LE GRAND | Hicham | X | | |
| LE COROLLER | Marie-Ange | X | | |
| LE NAOUR | Roger | X | | |
| LE GOFF | Jeannine | X | | |
| BAUDET | Philippe | X | | |
| TROALEN | Anne | | | X |
| BOUÉDEC | Jean-Michel | | | X |
| ULLIAC | Morgane | | | X |
| PERON | Matthieu | | | X |
| PICARDA | Styren | | | X |
| PHILIPPE | Jean-Luc | | | X |

18 – CONVENTION MULTI-SERVICES AVEC LA FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DES GROUPEMENTS DE DÉFENSE CONTRE LES ORGANISMES NUISIBLES - ANNÉES 2024 À 2026

Monsieur le Maire sollicite de l'Assemblée l'autorisation de signer la convention multi-services avec la FDGDON pour une durée de 3 ans.

Le fait d'adhérer à cette convention permettra d'accéder à des services complémentaires tels que des formations gratuites à la lutte contre les taupes, la mise à disposition d'effraies, la rétrocession de matériels de piégeage, le programme de réduction des nuisances causées par les pigeons domestiques etc. ...

Le montant de la participation annuelle serait de 466,19 € pour les années 2024/2025/2026.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, par un vote à main levée et à l'UNANIMITÉ,

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son adjoint délégué, à signer la convention multi-services avec la FDGDON pour une durée de 3 ans,

19 – CONVENTION DÉFINISSANT LES MISSIONS DU SERVICE D'APPUI TECHNIQUE À L'ÉPURATION ET AU SUIVI DES EAUX (SATESE) ET DE L'OBSERVATOIRE DÉPARTEMENTAL DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (ODA) DU MORBIHAN – ANNÉES 2024 À 2026

Monsieur le Maire explique à l'Assemblée que notre collectivité bénéficie de l'appui technique du SATESE (Service d'Appui Technique à l'Épuration et au Suivi des Eaux) au titre de l'assistance technique fournie par les départements.

Pour la poursuite de cette collaboration technique, le département propose une convention trisannuelle déclinant le décret 2019-589 du 14 juin 2019 dans le domaine de l'assainissement collectif des eaux usées. En ce sens, pour les ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, un appui technique à l'exploitation, aux projets et à la validation d'auto-surveillance nous est proposé, ainsi que l'adhésion à l'observatoire départemental de l'assainissement (ODA) pour les années 2024 à 2026.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, au moyen d'un vote à main levée et à l'UNANIMITÉ,

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son adjoint délégué, à signer la convention pour une durée de 3 ans.

20 – CONVENTION DE SERVITUDES ENTRE LA SOCIÉTÉ ENEDIS ET LA COMMUNE DE GOURIN – INSTALLATION D'OUVRAGES ÉLECTRIQUES SUR LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION ZR N°27

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, Monsieur le Maire sollicite du conseil municipal l'autorisation de signer avec ENEDIS une convention destinée à permettre l'installation d'ouvrages électriques 400 volts sur la parcelle cadastrée section ZR n° 27, route de Spézet.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, au moyen d'un vote à main levée et à l'UNANIMITÉ,

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son adjoint délégué, à signer la convention.

21 – COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITÉS, ROI MORVAN COMMUNAUTÉ ANNÉE 2022

Monsieur le Maire donne lecture à l'Assemblée du rapport d'activité 2022 de Roi Morvan Communauté.

Copie de ce rapport a été transmise à chaque membre du Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL **PREND ACTE** du rapport d'activité annuel Roi Morvan Communauté, exercice 2022.

22 – COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITÉS, EAU DU MORBIHAN ANNÉE 2022

Monsieur le Maire donne lecture à l'Assemblée du rapport d'activité relatif au prix et à la qualité du service public d'eau potable pour l'exercice 2022 établi par Eau du Morbihan.

Copie de ce rapport a été transmise à chaque membre du Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL **PREND ACTE** du rapport d'activité relatif au prix et à la qualité du service public d'eau potable pour l'exercice 2022 établi par Eau du Morbihan.

23 – COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITÉS, MORBIHAN ENERGIES ANNÉE 2022

Monsieur le Maire donne lecture à l'Assemblée du rapport d'activité 2022 de Morbihan Energies, conformément à l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Copie de ce rapport a été transmise à chaque membre du Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL **PREND ACTE** du rapport d'activité 2022 de Morbihan Energies, conformément à l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales.

24 – ASSAINISSEMENT COLLECTIF, EXERCICE 2022 : RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE DU SERVICE PUBLIC

Monsieur le Maire présente à l'Assemblée le rapport annuel de l'entreprise délégataire du service public d'assainissement collectif.

Copie de ce rapport a été transmise à chaque membre du Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL **PREND ACTE** du rapport 2022 de l'entreprise délégataire du service public d'assainissement collectif.

25 – ASSAINISSEMENT COLLECTIF, DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC – CONVENTION ENTRE LA SOCIÉTÉ STGS (SOCIÉTÉ DE TRAVAUX GESTION ET SERVICES) ET LA SOCIÉTÉ SAUR (SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT URBAIN ET RURAL)

Monsieur le Maire rappelle la délibération du conseil municipal en date du 16 décembre 2022 approuvant le choix de signer une convention de Délégation du Service Public d'assainissement collectif de la commune de Gourin avec la société SAUR.

Le contrat de délégation de service public a pris effet le 1er janvier 2023 pour s'achever le 31 décembre 2028 (soit une durée de 6 années).

Le contrat précise dans son article 23.5 « *la facturation des usagers est réalisée par le Délégué du service public d'eau potable. Le Délégué se doit de passer une convention de facturation avec celui-ci...* ».

Le conseil municipal prend connaissance de cette convention de facturation qui sera annexée au contrat.

VU la convention entre la société STGS et la société SAUR pour le recouvrement des redevances et taxes d'assainissement collectif de Gourin, jointe en annexe,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, au moyen d'un vote à main levée et à l'UNANIMITÉ,

APPROUVE le rattachement de cette convention au contrat de délégation de service public.

26 – ASSAINISSEMENT COLLECTIF, SERVICE D'APPUI TECHNIQUE À L'ÉPURATION ET AU SUIVI DES EAUX (SATESE), RAPPORT ANNUEL 2022

Monsieur le Maire donne lecture à l'Assemblée du rapport annuel 2022 établi par le SATESE et portant sur le système d'assainissement collectif.

Copie de ce rapport a été transmise à chaque membre du Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL **PREND ACTE** du rapport 2022 établi par le SATESE et portant sur le système d'assainissement collectif

27 – MULTI ACCUEIL DE GOURIN, RAPPORT ANNUEL 2022 DU DÉLÉGATAIRE DE SERVICE PUBLIC.

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'il appartient au délégataire de service public pour le multi accueil de produire chaque année un rapport annuel en application de l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales et du Code de la commande publique.

Pour ce faire et conformément au contrat qui nous lie, le multi accueil « Les P'tits Loups », géré par l'association des PEP56 (association départementale des Pupilles de l'Enseignement Public) depuis le 7 juillet 2022 sous délégation de service public pour une durée de 5 ans, a produit le rapport d'activité 2022 ainsi que le rapport financier.

Copie de ces rapports ont été transmises à chaque membre du Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL **PREND ACTE** du rapport d'activité 2022 et du rapport financier 2022, établis par l'association des PEP56.

28 – AVIS SUR LE PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU PAYS DU CENTRE OUEST BRETAGNE (SCOT).

Le projet de Schéma de Cohérence territoriale du Pays du Centre Ouest Bretagne étant arrêté en comité syndical le 16 octobre 2023, le conseil municipal de Gourin est amené à donner son avis, conformément à l'article L143-20 du Code de l'urbanisme.

Copie du projet a été transmise à chaque membre du Conseil Municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, au moyen d'un vote à main levée et à l'UNANIMITÉ,

APPROUVE le projet de Schéma de Cohérence territoriale du Pays du Centre Ouest Bretagne arrêté en comité syndical le 16 octobre 2023.

29 – AVIS SUR LE PROJET D'IMPLANTATION DE DEUX MAISONS « AGES ET VIE », RUE DE CARHAIX

Monsieur le Maire informe le conseil municipal sur l'avancement du projet d'implantation de deux maisons « Ages et Vie ».

La société « Ages et Vie Habitat » a développé une nouvelle forme d'hébergement (habitat inclusif) destiné aux personnes âgées handicapées ou en perte d'autonomie, qui ne peuvent plus résider à leur domicile mais qui veulent rester sur la commune de Gourin.

La société propose de réaliser sur la commune un projet composé de deux maisons pouvant accueillir chacune huit à dix personnes (les couples sont acceptés, pas de conditions d'âge ...) encadrés par une équipe de six personnes.

Ce projet serait réalisé rue de Carhaix sur une partie de la parcelle cadastrée section AW n° 671 (surface nécessaire environ 2673 m2).

Monsieur le Maire propose un prix de vente à 20 € HT le m2.

VU l'avis du Pôle d'évaluation domaniale sur la valeur vénale du terrain datant du 09/11/2023,

VU les plans du projet d'implantation,

Styren PICARDA « *Je vais me répéter mais c'est quand même excentré du centre-ville. Est-ce signé avec Ages et Vies ? car il pourrait y avoir d'autres partenaires* ».

Hervé LE FLOC'H « *On n'a pas signé. On ne veut pas perdre de temps car il y a des nécessités et ça répond à un réel besoin. On sait qu'il y a des personnes qui ne peuvent pas vivre complètement seules. En termes de lieu, on a fait le tour avec Ages et Vies et on n'a pas tellement d'autres solutions* ».

Styren PICARDA « *Le projet est de construire et non pas de rénover de l'existant ?* ».

Hervé LE FLOC'H « *C'est un projet de construction de plain-pied. Dans les collectivités comme les nôtres, le m2 n'est pas onéreux. Avec la Loi ZAN, on rénovera en centre-ville dans le cadre des opérations de revitalisation (l'OPAH-RU Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain). La proximité de la voie verte et de la grande surface sont des atouts* ».

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, au moyen d'un vote à main levée par 21 voix « POUR » et 6 voix « ABSTENTION »,

APPROUVE le projet d'implantation de deux maisons « Ages et Vie » sur la parcelle cadastrée section AW N°671.

SENS DU VOTE

| NOMS | PRENOMS | POUR | CONTRE | ABSTENTION |
|------------|------------|------|--------|------------|
| LE FLOC'H | Hervé | X | | |
| HENRY | Catherine | X | | |
| BOURLÈS | Christophe | X | | |
| LE ROUX | Véronique | X | | |
| NÉDÉLEC | Rémi | X | | |
| BOCQUILLON | Maud | X | | |
| JANNY | Patrick | X | | |

| | | | | |
|-------------|-------------|---|--|---|
| ROYANT | Helen | X | | |
| DUFLEIT | Anthony | X | | |
| POUPON | Marie-Laure | X | | |
| PERON | Alan | X | | |
| LE FUR | Françoise | X | | |
| LE GOFF | Dominique | X | | |
| COUGARD | Christelle | X | | |
| LE GRAND | Mickaël | X | | |
| GOJJARD | Laurine | X | | |
| LE GRAND | Hicham | X | | |
| LE COROLLER | Marie-Ange | X | | |
| LE NAOUR | Roger | X | | |
| LE GOFF | Jeannine | X | | |
| BAUDET | Philippe | X | | |
| TROALEN | Anne | | | X |
| BOUËDEC | Jean-Michel | | | X |
| ULLIAC | Morgane | | | X |
| PERON | Matthieu | | | X |
| PICARDA | Styren | | | X |
| PHILIPPE | Jean-Luc | | | X |

30 – ACQUISITION DES PARCELLES CADASTRÉES AV N° 587 ET AV 589, ROUTE DE LANDZENT

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à se prononcer sur l'acquisition de deux parcelles cadastrées section AV n° 587 et n° 589, route de Landzent, au prix de 5000 € (surface totale 914 m2) étant entendu que les frais d'acte notarié seront à la charge de l'acquéreur.

VU le plan des deux parcelles cadastrées section AV n° 587 et n° 589, route de Landzent,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, au moyen d'un vote à main levée et à l'UNANIMITÉ,

DÉCIDE d'acquérir les deux parcelles cadastrées section AV n° 587 et n° 589, route de Landzent, au prix de 5000 € (surface totale 914 m2) étant entendu que les frais d'acte notarié seront à la charge de la commune,

AUTORISE le maire, ou son adjoint en cas d'empêchement, à signer l'acte à intervenir.

31 – ACQUISITION DES PARCELLES CADASTRÉES AV 341 / AV 367 / AV 402 / AV 0395 (RUES DU 11 NOVEMBRE ET DU 8 MAI 1945)

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que les propriétaires des parcelles cadastrées section AV n° 341, 367, 0395 et 402 (constituant la rue du 11 novembre et la rue du 8 mai 1945) se proposent de les céder à la Ville de Gourin.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur ce sujet étant entendu que cette cession sera gratuite et que les frais d'acte notarié seront à la charge de la collectivité.

VU le plan des parcelles cadastrées section AV 341 / AV 367 / AV 402 / AV 0395,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, au moyen d'un vote à main levée et à l'UNANIMITÉ,

DÉCIDE d'accepter le don des propriétaires actuels des parcelles AV 341 / AV 367 / AV 402 / AV 0395 constituant la rue du 11 novembre et la rue du 8 mai 1945, étant entendu que les frais d'acte notarié seront à la charge de la commune,

AUTORISE le maire, ou son adjoint en cas d'empêchement, à signer l'acte à intervenir.

32 – CLASSEMENT DES PARCELLES AV 341 / AV 367 / AV 402 / AV 0395 DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de procéder au classement dans le domaine public communal des parcelles cadastrées section AV n° 341/367/0395/402 constituant la rue du 11 novembre et la rue du 8 mai 1945.

Conformément à l'article L 141-3 du Code de la Voirie Routière, le classement dans le domaine public peut être prononcé sans enquête publique préalable, lorsque ce classement n'a pas pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie ou les voies.

La longueur de la voirie qui sera intégrée dans le tableau de voirie sera de 442 mètres linéaires. L'actualisation du linéaire de la voirie communale fera l'objet d'une délibération ultérieure.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, au moyen d'un vote à main levée et à l'UNANIMITÉ,

DÉCIDE de procéder au classement dans le domaine public communal des parcelles cadastrées section AV n° 341/367/0395/402 constituant la rue du 11 novembre et la rue du 8 mai 1945.

Délibération n°2023/15/12/33 :

33 – AVENANT AU BAIL PROFESSIONNEL DU 30 JUILLET 2012 ENTRE LA COMMUNE DE GOURIN ET LE LOCAL « INFIRMIER » DE LA MAISON DE SANTÉ EN RAISON DE LA MODIFICATION DE L'IDENTITÉ DES PRENEURS (SCM TY BREIZH SANTEL)

| | |
|--------------------------------|--|
| Nombre de Conseillers : | <i>En raison de son lien indirect à l'affaire, Madame Anne TROALEN a quitté la salle. Elle n'a pas pris part au débat ni au vote.</i> |
| En exercice : 27 | |
| Présents : 21 | Étaient présents : LE FLOC'H Hervé, HENRY Catherine, BOURLÈS Christophe, LE ROUX Véronique, NÉDÉLEC Rémi, JANNY Patrick, ROYANT Helen, DUFLEIT Anthony, POUPON Marie-Laure, LE FUR Françoise, LE GOFF Dominique, LE GRAND Mickaël, GOUJARD Laurine, LE COROLLER Marie-Ange, LE NAOUR Roger, LE GOFF Jeannine, BAUDET Philippe, BOUÉDEC Jean-Michel, ULLIAC Morgane, PERON Matthieu, PICARDA Styren formant la majorité des membres en exercice. |
| Procuration (s) : 5 | Absents : BOCQUILLON Maud, PERON Alan, COUGARD Christelle, LE GRAND Hicham, PHILIPPE Jean-Luc. |
| Votants : 26 | Procuration(s) : BOCQUILLON Maud à LE ROUX Véronique, PERON Alan à BOURLÈS Christophe, COUGARD Christelle à HENRY Catherine, LE GRAND Hicham à DUFLEIT Anthony, PHILIPPE Jean-Luc à ULLIAC Morgane. |

Monsieur le Maire demande l'autorisation au conseil municipal de signer un avenant au bail professionnel établi le 30 juillet 2012 entre la commune de Gourin et le cabinet infirmier de la maison de santé en raison de la modification de l'identité des preneurs (SCM TY BREIZH SANTEL).

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, au moyen d'un vote à main levée et à l'UNANIMITÉ,

AUTORISE le maire, ou son adjoint en cas d'empêchement, à signer un avenant au bail professionnel établi le 30 juillet 2012 entre la commune de Gourin et le cabinet infirmier de la maison de santé en raison de la modification de l'identité des preneurs (SCM TY BREIZH SANTEL)

Le 15 décembre 2023

Le Maire,



Hervé LE FLOC'H.

Le 15 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Christophe BOURLÈS.

